

## au sommaire

- Emplois verts : une croissance supérieure à la moyenne nationale
- Un taux d'encadrement faible
- Des emplois non corrélés aux dépenses

## ce qu'il faut RETENIR

Les emplois verts représentent aujourd'hui 1,6% des emplois intérieurs.

Leur nombre est en constante évolution du fait des besoins générés par la protection de l'environnement.

Cependant, la majorité de ces emplois reste peu qualifiée avec un taux d'encadrement plus faible que la moyenne nationale.

La corrélation des dépenses et des emplois met en évidence de fortes disparités selon les secteurs d'activités.



## Emplois verts : une croissance supérieure à la moyenne nationale

Les efforts consentis pour préserver l'environnement sont-ils créateurs d'emplois et de richesse ?

Les programmes en faveur de l'environnement sans avoir un impact majeur sur le marché du travail, ont permis de créer des milliers d'emplois dans divers secteurs : systèmes de traitement des déchets, mesures et contrôles de la qualité de l'eau, études d'impact...

En 2003, les emplois verts représentaient 1,6% des emplois intérieurs (soit 370 000 emplois). Leur progression annuelle sur la période 1997-2003 est supérieure à la moyenne nationale avec une évolution de 3,1%, contre 1,5% pour l'ensemble de l'économie, générant une création nette pour 2003 de 10 000 emplois (soit 2,9% de plus par rapport à 2002).

Notons que la part des emplois verts devrait vraisemblablement continuer à s'accroître dans les années à venir car d'une part ils appartiennent à la nouvelle économie (emplois dans les filières innovantes comme les énergies renouvelables, les éco-technologies...), et d'autre part, ils contribuent à la réalisation d'objectifs dépassant les cadres nationaux comme la DCE ou le protocole de Kyoto.

La ventilation par activité laisse apparaître que les activités traditionnelles, c'est-à-dire les déchets et les eaux usées ont toujours le vent en poupe et totalisent près de 50% des emplois existants.

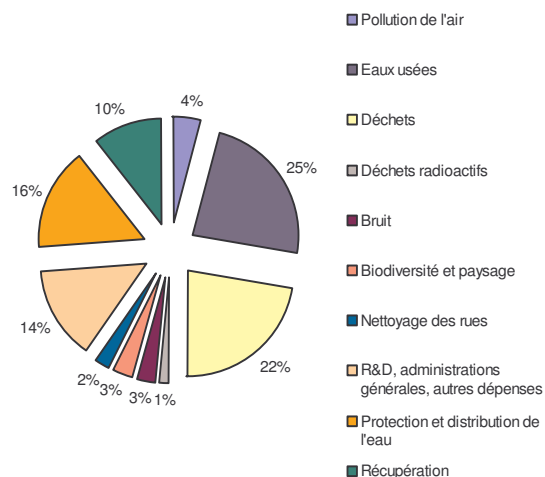
Les secteurs eau et eaux usées comptabilisent à eux seuls 34,2 % des emplois. La part des emplois du secteur eau potable a diminué ces dernières années puisqu'ils représentaient en 1999 près de 14% des emplois environnementaux et 11% en 2001.

La part des eaux usées est également en légère régression avec un taux de 29% en 1999 et 27% en 2001.

En revanche les emplois liés à la biodiversité et aux paysages a augmenté de 2,5 points entre 2001 et 2003. Cette thématique regroupe aussi bien des actions de recherche que l'application des documents d'objectifs des sites NATURA 2000.

Viennent enfin les administrations générales dont les collectivités sont les principaux recruteurs et la récupération. Ce dernier ensemble, qui concerne entre autres les véhicules hors d'usage et les déchets des équipements électriques et électroniques est particulièrement prometteur en raison entre autres de l'envolée du prix des matières premières.

### Répartition des emplois verts en 2003 :



## Un taux d'encadrement faible

En 2003, deux tiers des éco-activités appartenaient au secteur marchand. Ce dernier ayant bénéficié au cours des dernières années des dépenses environnementales effectuées par les ménages, les entreprises mais également de l'administration.

Le tiers des emplois restant est offert par le secteur public et non marchand. Notons qu'une légère diminution des effectifs a été observée ces dernières années, notamment dans la fonction publique territoriale, en raisons d'externalisations auprès du secteur privé et de la recherche de maîtrise des charge.

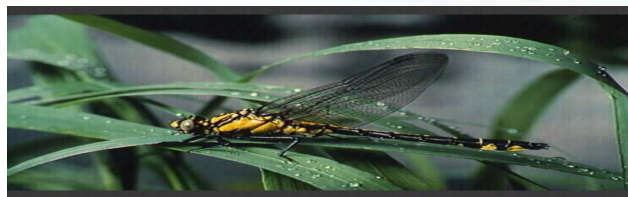
Les emplois verts possèdent, en terme d'encadrement, des caractéristiques qui leur sont propres. Ainsi, on observe, sur la période 1994-2000, 75% d'employés ou d'ouvriers, 17% de professions intermédiaires et 8% de cadres et professions intellectuelles supérieures.

Les éco-activités sont donc fortement demandeuses de main-d'œuvre faiblement ou moyennement qualifiée. Le taux d'encadrement moyen est de 9%, contre 12% pour la moyenne nationale. Le secteur de l'eau potable se démarque toutefois avec une plus grande part de cadres. A contrario, en raison de la pénibilité de certains métiers, le secteur des déchets atteint près de 70% d'ouvriers dont une majorité d'hommes.

## Des emplois non corrélés aux dépenses

Notons enfin que les dépenses consacrées à l'environnement ne sont pas corrélées aux emplois. Si le traitement des eaux usées et des déchets ne crée que 8 emplois par million d'euros dépensé, le nettoyage des rues et les actions en faveur de la biodiversité/paysages créent de 2 à 5 fois plus d'emplois avec une dépense près de 10 fois inférieure.

Année 2003	Dépenses en M€	emplois en M€ dépensés
Pollution de l'air	1 940	3,02
Eaux usées	11 155	8,23
Déchets	10 522	7,79
Déchets radioactifs	594	3,08
Bruit	1 405	7,81
Biodiversité et paysage	1 391	15,25
Nettoyage des rues	1 106	41,33
R&D, administration générales, autres dépenses	6685	6,56
Protection et distribution d'eau	7 461	4,46
Récupération	4 937	6,00
<b>Total de la dépense liée à l'environnement</b>	<b>47 196</b>	<b>7,75</b>



## Le lien vers L'ENVIRONNEMENT

→ Dans le prolongement du dispositif emplois jeunes, l'agence de l'eau Rhin-Meuse a souhaité financer des postes contribuant à des missions environnementales, lui permettant ainsi de disposer de relais sur le terrain. Les dispositifs d'aides aux contrats aidés sont ciblés et les bénéficiaires sont les collectivités territoriales, les établissements publics, les organismes privés à but non lucratif et les associations.

Les aides de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse sont montées en puissance au fur et à mesure du 8<sup>ème</sup> programme d'intervention. Si les emplois liés à la restauration et l'entretien des cours d'eau ont été la cible prioritaire, les emplois subventionnés pour la gestion des déchets n'ont pas été oubliés.

Dans les années à venir de nouvelles perspectives de création d'emplois sont à chercher dans les programmes de gestion des eaux pluviales, d'économies d'eau et de lutte contre les pollutions diffuses.

Toute action sauf milieux aquatiques et fertimieux				
Bilan des emplois relais (8ème prg)	2003	2004	2005	2006
Assainissement collectif	2		1	1
SPANC	1	1	3	4
Déchets	2	1	2	8,5
Animation pour les PME PMI et artisanat		4	6	4
Mission captage				1
Education à l'environnement		2	3	4
Action contre les phytosanitaires			1	1
<b>Nombre de poste emplois relais</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>13</b>	<b>19,5</b>
<i>dont établissements public</i>	<i>5</i>	<i>7</i>	<i>12</i>	<i>17</i>
<i>dont association</i>		1	4	6,5
Milieux aquatiques				
Bilan des emplois relais (8ème prg)	2003	2004	2005	2006
<b>Nombre de postes emplois-relais</b>	<b>7</b>	<b>23</b>	<b>42</b>	<b>47</b>

### Sources

IIFEN  
AERM

### Contact

Sophie Nicolai  
Economiste / SEPA/ AERM  
nicolai@eau-rhin-meuse.fr